

Le jeudi 30 juin 2016

Comité Technique Local du Gard

Aujourd'hui est le premier CTL après le mouvement de blocage du site de Nîmes Saintenac comme dans d'autres départements de la région (PO, Aude, Lozère).

La réponse de ce mouvement de grève qui s'est voulu exemplaire a été les lignes directrices publiées dans ULYSSE.

La DG s'est surpassée : sans doute dictée par le chef suprême des armées décimées de la DGFIP, ce torchon est un condensé éhonté de propagande et d'auto-persuasion. La rhétorique grandiloquente est lénifiante au possible. Derrière cette œuvre de présumée transparence nous y voyons un cynisme qui confine à la manipulation, voire au mensonge. Le Directeur Général s'approprie pour mieux les caricaturer, les pensées et le vécu des cadres et des agents. Il feint de reconnaître leurs souffrances, qu'il a lui-même sciemment provoquées, jusqu'à la raillerie. Il ridiculise et culpabilise celles et ceux qui n'ont d'autres exigences que d'obtenir les moyens de faire correctement leur travail et de rendre le service public auquel ont droit les administrés. Pour lui, notre salut passerait donc par la servitude ?! Il entend même persuader ses lecteurs de la modernité des reculs sociaux qu'il impose et de la casse de notre service public qu'il organise.

**La force de tous
les agents de la DGFIP**

Ce document porte ensuite son lot d'annonces en tout genre. Autant d'évolutions dans les méthodes de travail, le mode de management, autant de restructurations sauvages qui, sous couvert de la modernité - ce manteau de vertu dans lequel se drapent les plus mauvaises pensées - portent atteinte justement à la pérennité des missions et à l'existence même de la DGFIP.

Issue de ces lignes directrices les propositions à l'ordre du jour de ce CTL nous proposent donc de continuer la destruction et non l'adaptation de la DDFIP du Gard.

Ces concentrations de services proposés aujourd'hui (enregistrement, SPF, missions cadastrales) sur le chef-lieu du département met à mal l'aménagement du territoire.

De plus ces concentrations et ces changements incessants de structures ont engendré et vont engendrer des changements de règles de gestion qui vont augmenter le malaise des agents.

Ce malaise s'accroît d'autant plus que vos propos une nouvelle fois heurtent vos agents.

Certains, habitués n'écoutent même plus et ne font même plus cas de vos propos volontiers provocateurs !

Pour autant Solidaires Finances Publiques n'a pas souhaité laisser sans réponse vos annonces tenues, lors de notre audience pendant le mouvement de blocage du mois de mai.



**La force de tous
les agents de la DGFIP**

Vous avez annoncé que vous plaideriez la spécificité du Gard mais que vous aviez une marge de manœuvre locale afin de lutter contre ce déficit d'emplois :

- **Convaincre les agents à temps partiels de reprendre à temps complet (pour leurs biens bien sûr pour leurs salaires et leurs retraites)**
- **Encourager les chefs de services à ne pas accepter automatiquement les temps partiels en les assurant de votre soutien en CAPL en cas de refus**
- **Demander des contrôles sur les congés maladies en augmentation que vous trouvez importants dans le Gard**

Les congés maladies sont peut être la source de conditions de travail devenues difficiles et les temps partiels sont demandés non pas pour des raisons futiles mais souvent par nécessité médicale ou familiale. Ce n'est pas neutre d'accepter une baisse de salaire en temps partiel.

Comment vous faire comprendre que les agents du Gard sont des hommes et des femmes qui ont une vie et qu'ils ne sont ni des machines, ni des robots d'usine à qui l'on peut demander une augmentation des charges de travail et de temps de travail et une productivité accrue à l'infinie ?



**La force de tous
les agents de la DGFiP**

Dans le Tableau de Bord de Veille Social (TBVS) du Gard que nous analysons aujourd'hui, on constate des écrêtements horaires dans tous les types de services :

- 334 écrêtements de plus 1h
- 360 écrêtements de 1 à 10 h
- 78 écrêtements de plus de 10 h

De plus, 77 jours de congés ont été définitivement perdus pour le département.

Cela montre que les agents du GARD ne sont pas des tire-au-flanc comme pourrait le penser notre DDFIP. Par contre des horaires pareil, cumulés avec des temps de déplacement en voiture peut engendrer une fatigue et un burn out, donc à des arrêts maladies voire des accidents de trajets.

Votre réponse au malaise des agents et aux postes vacants pourtant budgétés est considérée comme une insulte !

Cela aurait pu être une erreur de communication, une maladresse mais ce n'est pas la première fois que vous évoquez cette position.

Quelques mois après votre arrivée, il avait fallu demander expressément aux RH de bien renouveler les temps partiels pendant la période tacite des 3 ans. Les RH ayant bloqués sur ordre, ces renouvellements tacites et les agents se retrouvaient dans des situations kafkaïennes de non refus de temps partiel et de non reconduction de temps partiel !



**La force de tous
les agents de la DGFiP**

Heureusement vous n'avez pas été suivi par vos chefs de service mais le mal été fait : vous avez réussi pour certains agents à temps partiel à les faire se sentir coupable !

Vous vous félicitez aujourd'hui d'avoir su convaincre certains agents d'avoir repris à temps complet !

A la fin du mouvement une pétition départementale contre ces propos a circulé dans tous les services, aujourd'hui nous vous la transmettons à ce CTL !

Lors de notre congrès de Solidaires Finances Publiques à Lorient, les délégués du Gard se sont associés avec les autres représentants de la région Languedoc Roussillon afin de mobiliser pour la rentrée.

Un appel à la mobilisation repris par les congressistes de Solidaires Finances Publiques comme « l'appel de Lorient ».

« Nous n'allons pas laisser mourir notre DGFIP sans combattre. »

« Ceux qui luttent ne sont pas sûr de gagner
mais ceux qui ne luttent pas ont déjà perdu »

Dire non à la casse de la DGFIP, non à cette sollicitation sans fin des agents, non aux changements des règles de mutation pour les anciens comme pour les nouveaux agents. Non à cette politique absurde de suppression d'emplois, Non à cette caricature de dialogue social, Non à ce dogmatisme politique qui consiste à supprimer des emplois encore plus massivement à la DGFIP, sans se soucier à aucun moment de la corrélation entre les moyens humains et les besoins pour l'accomplissement de nos missions.



**La force de tous
les agents de la DGFIP**

Nous ne sommes pas des pions, c'est ce que nous déclarons depuis des années.

Cette DGFIP nous considère toujours comme des pions, comme des objets, des choses, **leurs choses**. Pour elle, il faut accroître le temps d'utilisation de ses agents comme un directeur d'usine veut accroître le temps d'utilisation de ses machines ! Nous ne sommes pas des machines, nous ne sommes pas des robots, nous avons le droit de choisir nos temps partiels et nous avons le droit d'être malade.

Nous avons le droit de choisir notre vie et de gagner moins en choisissant un temps partiel pour s'épanouir autrement, pour élever nos enfants, soutenir ou soigner nos proches.

Nous n'avons pas le salaire de hauts fonctionnaires qui peuvent se permettre de prendre une aide à domicile pour soutenir parents ou enfants dans la maladie.



**La force de tous
les agents de la DGFIP**